



Communauté de Communes du  
**Caudrésis - Catésis**

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS  
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

SEANCE DU 26 JUIN 2013

Délibération N°2013/ 124

Date de convocation : 19 juin 2013

Nombre de conseillers en exercice : 77

L'an deux mille treize, le 26 juin 2013 à dix huit heures, les membres du Conseil de la Communauté de Communes du Caudrésis – Catésis se sont réunis au Foyer Rural de Saint-Hilaire-Lez-Cambrai, sur la convocation qui leur a été adressée par Monsieur Gérard DEVAUX, Président de la Communauté de Communes du Caudrésis et du Catésis, Maire de Beauvois-en-Cambrésis.

Etaient présents (55 titulaires et 3 suppléants (S)) :

Avesnes-Les-Aubert

Bazuel

Beaumont-en-Cis

Beauvois-en-Cis

Betry

Béthencourt

Béviliers

Boussières-en-Cis

Briastre

Busigny

Carnières

Catillon-sur-Sambre

Cattenières

Caudry

Caulery

Clary

Dehéries

Élincourt

Estourmel

Fontaine-au-Pire

Haucourt-en-Cis

Honnechy

Inchy-en-Cis

La Groise

Le Cateau-Cambrésis

Le Pommereuil

Ligny-en-Cis

Malincourt

Maretz

Maurois

Mazinghien

Montay

Montigny-en-Cis

Neuvilly

Ors

Quiévy

Rejet-de-Beaulieu

Reumont

Saint-Aubert

Saint-Benin

Saint-Hilaire-Lez-Cambrai

Saint-Souplet-Escaufourt

Saint-Vaast-en-Cis

Troisvilles

Villers-Outréaux

Wallincourt-Selvigny

Maryse BASQUIN  
Dominique BEAUDUIN  
Marie-Chantal TRANCHANT  
Marcel WAXIN  
Hubert DEJARDIN  
Jean-Michel COUTURIER  
Gérard DEVAUX  
Lionel BASIN  
Jacques OLIVIER  
Paul SOUPLY  
Michel LEDUC  
Gérard LENOBLE  
Jacques LESNE  
Didier MARECHALLE  
Peggy SZOPA  
Thierry WALEMME  
Philippe DUCROUX  
Liliane ADAM  
Agnès BERANGER  
Gérard BEZIN  
Didier BONIFACE  
Gérard BOURY  
Guy BRICOUT  
Maryline GODIN  
Jean-Pierre MAILLARD

Christiane MARANDE  
Liliane RICHOMME  
Alain RIQUET  
Sandrine TRIUX  
Bernard VERMEIL  
Serge WARWICK  
Alain GOETGHELUCK  
Gérard TAISNE  
Gilles PELLETIER  
Bernard PLET  
Bertrand LEFEBVRE  
Jean-Louis CAUDRELIER  
Bernard LECOLIER  
Michaëlle LEGRAND  
Bruno MANNEL  
Bruno VILAIN(S)  
Joseph MODARELLI  
Annie DORLOT(S)  
Serge SIMEON  
Aimé BLEUSE  
Michel HENNEQUART  
Pierre LEBLOND  
Gérard DELVA(S)  
Daniel BLAIRON  
Augustine NOIRMAIN

Jean-Raymond WATTIEZ  
Henri QUONIOU  
Stéphane JUMEAUX  
Jean-Marc DOSIERE  
Jean-Paul CAILLIEZ  
Marie-Hélène DUEZ  
Daniel FIEVET  
André-Marie FORRIERE



Membres excusés (1) : Véronique NICAISE.

Membres absents (15) : Jean-Félix MACAREZ, Dominique LAMOURET, Pierre LAUDE, Jean WEEXSTEEN, Serge LEULIETTE, Charles BLANGIS, Sylvie DECRESSONIERE, Marc DUFRENNE, Michèle BRULANT, Jacques LERICHE, Marc PLATEAU, Pascal COQUELLE, Hubert LEFEVRE, Jean-Pierre RICHEL, Daniel CATTIAUX.

Membres ayant donné procuration (3) : Anne-Sophie MERY-DUEZ à Maryline GODIN, Bernard POULAIN à Didier BONIFACE, Francis GOURAUD à Gérard DEVAUX.

Madame Liliane ADAM est élue secrétaire de séance.

**Objet : Création d'une structure économique et sociale de production maraîchère bio –**  
**Convention de mise à disposition de terrain**

Monsieur le Président expose aux membres du Conseil communautaire que par délibération du 07 juin 2013, le conseil municipal de la commune d'Avesnes les Aubert a autorisé Madame le Maire à signer l'acte de mise à disposition au profit de la Communauté de communes du Caudrésis Catésis, de parcelles cadastrées section ZV n° 105, 159, 162, 164 et 166.

L'ensemble parcellaire ci-dessus visé, d'une superficie totale de 6ha 91a 92ca (69192 m<sup>2</sup>), est constitué des parcelles suivantes présentant les caractéristiques suivantes :

- parcelle cadastrée section ZV n°105 d'une superficie de 293 m<sup>2</sup>
- parcelle cadastrée section ZV n°159 d'une superficie de 13 285m<sup>2</sup>
- parcelle cadastrée section ZV n°162 d'une superficie de 19 816 m<sup>2</sup>
- parcelle cadastrée section ZV n°164 d'une superficie de 1 275 m<sup>2</sup>
- parcelle cadastrée section ZV n°166 d'une superficie de 17 723 m<sup>2</sup>

La mise à disposition de ces parcelles par la Commune à la Communauté de communes permettrait à cette dernière de réaliser un jardin maraîcher biologique à vocation d'insertion sociale et professionnelle dans le cadre de sa compétence « Développement économique ».

En outre, cette mise à disposition se justifie d'autant plus que l'opération économique de création d'une structure de type « Jardin de Cocagne » s'inscrira en fait dans un schéma évolutif de développement communautaire de l'ensemble de la zone du Paradis qui s'étendra sur près de neuf hectares, plusieurs études en cours actuellement portant sur la restauration collective, les circuits courts et la filière bio ou encore l'agroforesterie pouvant aboutir, si toutes les conditions se trouvent réunies et notamment la disponibilité des terrains, à la réalisation d'une cuisine centrale, d'une légumerie, d'une plate-forme de distribution...

Cette mise à disposition fera l'objet ultérieurement d'une convention entre les deux parties, laquelle fixera les conditions matérielles et financières de celle-ci.

En conséquence de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil communautaire d'approuver la mise à disposition des parcelles susvisées par la Commune à la communauté de communes du Caudrésis-Catésis.

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-17 et L. 1321-1 et suivants,

Vu la délibération de la commune d'Avesnes les Aubert du 07 juin 2013 autorisant Madame le Maire à signer l'acte de mise à disposition susvisé,

Considérant que les parcelles cadastrées section ZV n° 105, 159, 162, 164 et 166, propriétés de la commune d'Avesnes les Aubert, ont vocation à accueillir des activités économiques,

Considérant que la communauté de communes, dans le cadre de ses compétences obligatoires, souhaite réaliser un jardin maraîcher biologique à vocation d'insertion sociale et professionnelle et, à terme, développer des actions de développement économique sur la zone du Paradis,

Considérant que le principe de la mise à disposition a pour objet de permettre à un établissement public de coopération intercommunale d'accomplir les missions qui lui sont dévolues en transférant à son profit les biens qui sont nécessaires à l'exercice de ses compétences,

Considérant que la mise à disposition est faite à titre gratuit et n'a pas pour effet de déposséder la commune, qui demeure propriétaire des biens,



Considérant que la mise à disposition des parcelles susvisées présente un intérêt général pour la Communauté de Communes, qui pourra ainsi exercer sa compétence « développement économique ».

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire décide :

Article 1 : d'autoriser la Communauté de Communes du Caudrésis et du Catésis à accepter la mise à disposition des parcelles suivantes :

- parcelle cadastrée section ZV n°105 d'une superficie de 293 m<sup>2</sup>
- parcelle cadastrée section ZV n°159 d'une superficie de 13 285 m<sup>2</sup>
- parcelle cadastrée section ZV n°162 d'une superficie de 19 816 m<sup>2</sup>
- parcelle cadastrée section ZV n°164 d'une superficie de 1 275 m<sup>2</sup>
- parcelle cadastrée section ZV n°166 d'une superficie de 17 723 m<sup>2</sup>

Article 2 : d'autoriser Monsieur le Président à signer tous les documents se rapportant à cette mise à disposition, étant précisé que les frais éventuels d'acte, de bornage et accessoire seront à la charge de la Communauté ;

Article 3 : que cette mise à disposition fera l'objet d'une convention entre les deux parties, laquelle fixera les conditions matérielles et financières de celle-ci ;

Article 4 : La présente décision, à supposer qu'elle fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Lille, d'un recours gracieux auprès du président de la communauté de communes du Caudrésis-Catésis, ou d'un recours auprès de M. le Préfet de Lille, étant précisé que chacune de ces autorités administratives dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre.

Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet.

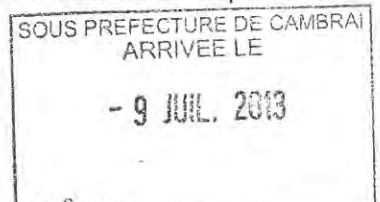
La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au tribunal administratif dans un délai de deux mois.

Conformément aux termes de l'article R. 421-7 du Code de justice administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.

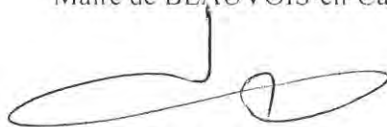
ADOpte A L'UNANIMITE

Certifié exécutoire par le Président  
Compte tenu de l'envoi en Sous-Préfecture  
Le 08 juillet 2013 et de la publication  
Le 08 juillet 2013

Pour expédition conforme  
Caudry, le 08 juillet 2013

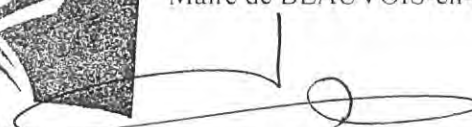


Vu,  
Le Président,  
Maire de BEAUVOIS-en-Cambrésis

  
Gérard DEVAUX



Le Président,  
Maire de BEAUVOIS-en-Cambrésis

  
Gérard DEVAUX

IMPORTANT

DELAIS ET VOIES DE RECOURS : Conformément à l'article R421 - 1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Lille peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de sa date de notification et/ou de sa publication.

